



ECOWAS COMMISSION  
COMMISSION DE LA CEDEAO  
COMISSÃO DA CEDEAO



DEPARTEMENT AFFAIRES ECONOMIQUES ET AGRICULTURE

*Projet Elevages et Pastoralisme intégrés et Sécurisés en Afrique de l'Ouest (PEPISAO)*

## RAPPORT ANNUEL 2019



## SIGLES ET ABBREVIATION

<b>AFD</b> .....	Agence Française de Développement
<b>AFL</b> .....	Acting For Life
<b>ALG</b> .....	Autorité de développement intégré de la région du Liptako-Gourma
<b>APESS</b> .....	Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane
<b>ARAA</b> .....	Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation
<b>CEDEAO</b> .....	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
<b>CER</b> .....	Communauté Economique Régionale
<b>CILSS</b> .....	Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
<b>CIT</b> .....	Certificat International de Transhumance
<b>COFENABVI</b> .....	Confédération des Fédérations Nationales de la Filière Bétail Viande des Pays de l'Afrique de l'Ouest
<b>CORAF</b> .....	Conseil Ouest et Centre africain pour la Recherche et le Développement agricoles
<b>CORET</b> .....	Confédération des Organisations des Eleveurs Traditionnels de l'Afrique
<b>CRA</b> .....	Centre Régional AGRHYMET
<b>DADR</b> .....	Direction Agriculture et Développement Rural
<b>DAERE</b> .....	Département Agriculture, Environnement et Ressources en Eau
<b>ECOWAP</b> .....	Politique agricole de la CEDEAO
<b>FAO</b> .....	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
<b>FVC</b> .....	Fonds Vert Climat
<b>INSAH</b> .....	Institut du Sahel
<b>OIG</b> .....	Organisations intergouvernementales
<b>ONG</b> .....	Organisation Non Gouvernementale
<b>PACBAO</b> .....	Programme d'Appui à la Commercialisation du Bétail en Afrique de l'Ouest
<b>PARSAO</b> .....	Programme d'Appui à la Résilience des Systèmes Agropastoraux en Afrique de l'Ouest
<b>PAU</b> .....	Politique agricole de l'Union
<b>PDDAA</b> .....	Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique
<b>PEPISAO</b> .....	Projet Elevages et Pastoralisme Intégrés et Sécurisés en Afrique de l'Ouest
<b>PGT</b> .....	Plan de Gestion de la Transhumance
<b>PIB</b> .....	Produit Intérieur Brut
<b>PRA/GRN/CC</b> .....	Programme Régional d'Appui à la Gestion de Ressources Naturelles et au Changement Climatique
<b>PASSHA</b> .....	Pastoralisme et Stabilité au Sahel et dans la Corne de l'Afrique
<b>POGT</b> .....	Plan Opérationnel de Gestion de la Transhumance
<b>PRAPS</b> .....	Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel
<b>PREDIP</b> .....	Projet Régional de Dialogue et d'Investissement pour le Pastoralisme et la Transhumance au Sahel et dans les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest
<b>PREPP</b> .....	Projet Régional d'Education des Populations Pastorales
<b>PRIDEC</b> .....	Programme Régional d'Investissement pour le Développement de l'Élevage dans les pays Côtiers
<b>PTF</b> .....	Partenaires Techniques et Financiers
<b>RBM</b> .....	Réseau Billital Maroobé des éleveurs et pasteurs d'Afrique de l'Ouest
<b>ROPPA</b> .....	Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest
<b>SPC</b> .....	Sensibilité à la Prévention des Conflits
<b>SPS</b> .....	Mesures Sanitaires et Phytosanitaires
<b>SRDGP</b> .....	Stratégie Régionale de Développement et de Gestion du Pastoralisme
<b>TEC</b> .....	Tarif Extérieur Commun de la CEDEAO
<b>UA-BIRA</b> .....	Bureau Inter-Africain des Ressources Animales de l'Union Africaine
<b>UAM/SE</b> .....	Unité d'Appui au Management et Suivi Evaluation
<b>UE</b> .....	Union Européenne
<b>UEMOA</b> .....	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
<b>UICN</b> .....	Union Internationale pour la Conservation de la Nature
<b>WALIC</b> .....	West Africa Livestock Innovation Centre
<b>WASCAL</b> .....	West African Science Service Centre on Climate change and Adapted Land use
<b>WISP</b> .....	Alliance mondiale pour un pastoralisme durable

## SOMMAIRE

Sigles et abréviations.....	P 2
Message du Commissaire chargé de l'agriculture, de l'environnement et des ressources en eau de la CEDEAO.....	P 5
Présentation du PEPISAO.....	P 6
Principaux résultats atteints en 2019.....	P 8
- Coordination globale du projet.....	P 9
- Composante 1.....	P 14
- Composante 2.....	P 16
- Composante 3.....	P 19
Conclusion.....	P 23



# RAPPORT ANNUEL 2019

## Supervision :

Alain SY TRAORE, Directeur de l'Agriculture et du Développement Rural de la CEDEAO ;

## Edition :

**Soule BIO GOURA**, Assistant Technique Elevages et Pastoralisme à la DADR de la CEDEAO ;  
**Philippe ZOUNGRANA**, Coordonnateur du Programme Régional d'Appui à la Gestion des ressources naturelles et changement climatique du CILSS ;  
**Mme Emmanuelle MAILLOT**, Chargée de projet à la DADR de la CEDEAO

## Rédaction :

**Soule BIO GOURA**, Assistant Technique Elevages et Pastoralisme à la DADR de la CEDEAO ;  
**Philippe Zoungrana**, Coordonnateur PRA/GRN-CC au CILSS ;  
**Hamidou Tiendrébéogo**, Chef UAM/S&E  
**Assoumane MOUSSA**, Coordonnateur du PEPISAO au CILSS ;  
**Imorou OROU DJEGA**, Expert en ingénierie sociale du PEPISAO, CILSS ;  
**Anatole KONE**, Expert en communication PREDIP/PEPISAO, CILSS.

Sincères remerciements à l'Agence Française de Développement (AFD) pour son soutien financier dans la mise en œuvre du PEPISAO

© CEDEAO 2020

La CEDEAO encourage l'utilisation équitable, sans autorisation, des informations publiées dans cette brochure à des fins de recherche, de développement et d'éducation ou pour des produits ou services non commerciaux. Une citation correcte est requise. Les sigles employés et la présentation du matériel dans cette publication n'exprime, en aucune manière, l'opinion de la CEDEAO, du CILSS et de l'AFD concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville, d'une zone, de ses autorités, ou concernant leurs frontières ou leurs limites.

Mai 2020





## **MESSAGE DU COMMISSAIRE CHARGE DE L'AGRICULTURE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RESSOURCES EN EAU DE LA CEDEAO,**

### **M. Sékou SANGARE**

Notre sous-région est touchée par de nombreux conflits sécuritaires ou pastoraux. On note dans l'ensemble que l'accès aux ressources naturelles en est l'une des causes principales. Ces ressources sont de plus en plus limitées et disputées sous les effets croisés du changement climatique, de la privatisation des terres et de la croissance démographique. Alors que faire ? Pour répondre à cette question, nous avons proposé plusieurs stratégies dans la nouvelle politique agricole de la CEDEAO, l'ECOWAP, 2015-2025.

Le projet Elevages et Pastoralisme intégrés et sécurisés en Afrique de l'Ouest, PEPISAO, est pour nous une des solutions pour mobiliser de nouveaux outils de veille afin de rendre compte des différends sur le terrain entre agriculteurs, éleveurs nomades et semi-nomades. Il est conçu pour aider la communauté régionale à proposer et mettre en œuvre des outils de prévention des conflits et de sensibilisation des éleveurs à une meilleure connaissance des recours juridiques lorsque les règles non conventionnelles ne suffisent plus, d'une part et à construire une vision partagée sur les systèmes d'élevage mobiles, d'autre part.

En signant la convention avec l'AFD en Avril 2018 pour mettre en œuvre le projet, la CEDEAO vise à amener les pays sahéliens et les pays côtiers, à dépasser la vision centrée sur la compétition sur les ressources et les conflits, et à définir une approche régionale du développement du secteur de l'élevage au sein duquel la sécurisation pastorale, les transhumances bien gérées et les filières transnationales mieux structurées seraient au bénéfice de tous.

L'année 2019 a été l'année de démarrage de la mise en œuvre du PEPISAO à travers la mise en place des instruments institutionnels aussi bien à la Direction de l'Agriculture et du développement Rural de la CEDEAO que du côté du CILSS qui met en œuvre les composantes 1 et 2 du projet.

On note aussi (i) la participation des membres de l'équipe à plusieurs rencontres et concertations qui ont permis, non seulement de faire connaître les objectifs du projet, mais aussi de développer des relations de travail, pour faciliter les synergies et la cohérence des interventions sur le pastoralisme ; et (ii) le renforcement progressif du leadership de la CEDEAO sur la majeure partie des projets et programmes qui adressent les questions de pastoralisme et de transhumance.

Ces résultats ont été atteints grâce à la mobilisation et l'implication de tous. Je voudrais saisir cette occasion pour féliciter le CILSS pour les efforts consentis à la mise en œuvre des composantes qui lui ont été confiées et surtout l'AFD pour sa confiance en la CEDEAO afin d'aider à réduire les conflits pastoraux.

Nous avons travaillé dans un contexte assez difficile marqué par l'insécurité grandissante et la multiplication des actes restreignant la mobilité du cheptel dans certains Etats membres, mais nous continuons le plaidoyer pour lever ces contraintes et faire de 2020, une année d'espoir pour un développement agropastoral durable dans notre sous-région.

La présente publication présente une synthèse des principaux résultats obtenus au terme de l'exercice 2019.

Bonne lecture

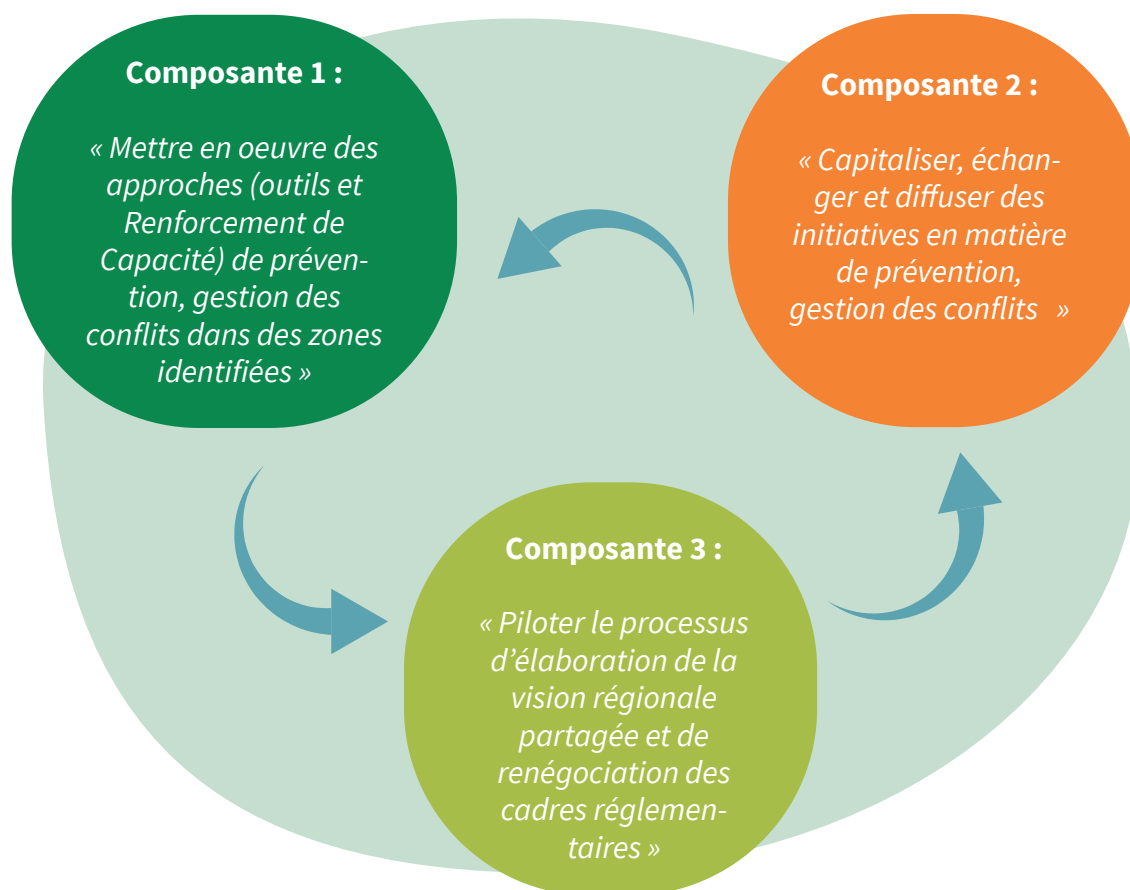
## PRESENTATION DU PEPISAO

Depuis quelques années, dans les zones sahéliennes comme dans les savanes d'Afrique de l'Ouest, on assiste à une concurrence exacerbée pour l'accès et le contrôle des ressources naturelles entre les différents usagers en présence : éleveurs, pasteurs, agriculteurs, exploitants miniers, gestionnaires des aires protégées et autres acteurs (notamment ceux intervenant dans les processus d'urbanisation). Cette situation fragilise la pratique du pastoralisme en général et la transhumance transfrontalière en particulier.

Dans le souci d'apporter des réponses appropriées à ces défis, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a développé le projet « Elevages et Pastoralisme Intégrés et Sécurisés en Afrique de l'Ouest » (PEPISAO).

Le PEPISAO a pour objectif général de « renforcer la résilience des populations et contribuer au développement économique et social de la région ». De façon spécifique, il vise à « réduire les conflits liés au pastoralisme à travers l'amorce de la construction d'une vision régionale partagée sur les différents modes d'élevage ruminant ».

**Le projet est structuré autour de trois composantes qui se présentent comme ci-dessous dans la figure 1 :**



Le PEPISAO intervient dans l'espace CEDEAO étendu au Tchad et la Mauritanie, soit 17 pays. Le projet est financé par l'Agence Française de Développement (AFD) pour une période de 4 ans allant de 2019 à 2022 pour un montant de 5 millions d'Euros. Il est mis en œuvre par la CEDEAO en collaboration avec le CILSS selon le cadre institutionnel décrit ci-dessous en figure 2. La convention de financement de ce projet a été signée entre la CEDEAO et l'Agence Française de Développement le 26 Avril 2018 à Abuja.

Figure 2 : Cadre institutionnel du PEPISAO



Le PEPISAO se positionne en appui et en complémentarité aux différentes initiatives existantes afin de développer une capacité régionale durable de gestion des enjeux liés au développement des différents systèmes d'élevage, en particulier dans les zones où la sécurisation de la mobilité pastorale impose de construire des formes de cohabitation et d'intégration pacifique des différents modes d'élevage – sédentaire, semi sédentaire et mobile – et des systèmes agricoles.



## PRINCIPAUX RESULTATS ATTEINTS EN 2019

L'année 2019 a été celle du démarrage effectif de la mise en œuvre du PEPISAO. Elle a été marquée par diverses activités qui ont contribué à générer quelques résultats majeurs.





## COORDINATION GLOBALE DU PROJET

### Mise en place de l'Assistance Technique du PEPISAO à la CEDEAO

Le démarrage effectif des activités du PEPISAO a commencé par la mise en place d'une Assistance technique par la CEDEAO auprès du Département Agriculture, Environnement et Ressources en Eau de la Commission de la CEDEAO.

**Dr Bio Goura SOULE**, agroéconomiste a été recruté comme Assistant Technique pour appuyer la DADR dans la coordination du projet et a pris fonction le 1<sup>er</sup> mars 2019.



### Mise en place de l'équipe du projet au niveau du CILSS

L'équipe chargée d'opérationnaliser les composantes 1 et 2 du PEPISAO au niveau du CILSS a pris fonction le 2 mai 2019. Elle est composée d'un coordonnateur régional, M. Assoumane MOUSSA, d'un Expert en Ingénierie sociale, M. Imorou OROU DJEGA ; d'un Comptable, M. Modeste NIKIEMA ; d'une Assistante de Direction, Mme Bintou OUATTARA, utilisés à plein temps, d'un Expert en communication, Dr Anatole KONE, utilisé à 50 % de temps. Cette équipe bénéficie de services supports apportés par le chargé de suivi évaluation, Mr Hamidou TIENBREDEOGO et du Coordonnateur du Programme Régional de gestion des Ressources Naturelles et du Changement Climatique, Mr Philippe ZOUNGRANA utilisés chacun à concurrence de 12% de leur temps.

Rappelons que le projet bénéficie aussi d'une équipe de backstopping fournie par le consortium IRAM/ISSA-LA/LARES et de l'équipe technique de l'Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation de la CEDEAO.

### Cadre de mesure de rendement du PEPISAO formulé à Ouagadougou



Afin de s'assurer les moyens d'une meilleure évaluation des performances du Projet aux différentes échéances la CEDEAO et le CILSS ont organisé un atelier technique de définition des indicateurs clés du PEPISAO. Cette rencontre tenue du 3 au 6 juin 2019, au Secrétariat Exécutif du CILSS, a mobilisé outre l'équipe du projet, des représentants des programmes sur le pastoralisme, pilotés par le CILSS. L'exercice a débouché sur la formulation des indicateurs clés, dont certains comme le taux de réduction des conflits est commun à plusieurs projets de la région.

## Dotation du Projet d'un manuel de procédures administratives et financières

Conformément aux dispositions du point 6.12 de la convention entre la CEDEAO et l'AFD qui stipule que « le bénéficiaire s'engage à soumettre à l'Agence pour son objection le manuel du Projet au démarrage du Projet », l'équipe du PEPISAO a élaboré cet outil de gestion. Le manuel est organisé autour de 10 points : (i) description du projet, (ii) objectifs du manuel, (iii) cadre institutionnel et mode opératoire du projet, (iv) marchés, (v) dispositions financières, (vi) monitoring et reporting, (vii) actifs du projet (viii) règles relatives aux Perdiem, (ix) procédures de sauvegarde et d'archivage des données, (x) procédures de communication et de visibilité.

## Rencontres de prise de contacts et collaboration avec les acteurs et partenaires clés



## Echanges avec le Directeur de l'Agriculture et du Développement Rural de la CEDEAO :

Mr Alain SY TRAORE, Directeur de l'Agriculture et du Développement Rural de la Commission de la CEDEAO a eu une séance de travail avec les membres des équipes de coordinations régionales des projets PREDIP et PEPISAO, au Secrétariat Exécutif du CILSS, le 27 mai 2019. Après une heure d'échanges sur les objectifs et les activités à mener, il a encouragé les équipes des deux projets à travailler pour l'atteinte des résultats qui devront viser le changement de l'environnement global à travers des notes aux décideurs pour leur permettre de prendre les décisions idoines et renforcer ainsi les capacités de gouvernance régionale sur le pastoralisme.



### Renforcement de la concertation entre OIG pour le développement du Pastoralisme :

Les délégations de la CEDEAO et du CILSS, conduites par Dr Bio Goura SOULE et M. Philippe ZOUNGRANA ont eu une séance de travail au siège de la Commission de l'UEMOA avec les Directeurs chargés de l'agriculture, Dr Seyni HAMADOU et des Ressources animales et halieutiques, Dr Moussa DOUMBIA de l'UEMOA et leurs collaborateurs. Cette rencontre qui a eu lieu le 6 juin 2019 a permis à l'UEMOA d'être informée des conclusions et des recommandations des Comités de Pilotage des projets PREDIP et PEPISAO, tenus au mois de mars 2019 à Lomé. Les échanges ont porté sur la synergie d'actions entre tous les partenaires pour éviter les redondances et mutualiser les ressources. Les trois structures ont convenu de mener des actions de planification conjointe au cours des prochaines années.

### Prospection des pistes de collaboration avec les projets et institutions engagés sur le pastoralisme

**Collaboration avec la Composante 2 du PREDIP (PRODIATA), pilotée par CARE international.** Lors de la rencontre d'échange, tenue le 25 juin 2019 au siège de CARE international au Bureau du Burkina Faso, les deux parties ont identifié des axes de collaboration sur: (i) la vulgarisation des textes réglementaires sur la transhumance (ii) le pilotage d'une étude sur la perception de la transhumance dans la sous-région et (iii) la mise en place de cadres de concertation pour promouvoir le dialogue pour sécuriser la transhumance.





**La rencontre avec le ROPPA**, représenté par son Secrétaire Exécutif du ROPPA, Mr Ousseini OUE-DRAOGO, a permis d'identifier quatre domaines de collaboration : (i) la participation à la concertation régionale que le ROPPA a planifié à travers son cadre de concertation sur l'élevage, (ii) la capitalisation des expériences en matière de prévention et gestion des conflits, (iii) la réalisation de l'étude sur la perception du pastoralisme en Afrique de l'Ouest et (iv) le renforcement du système d'information dans le domaine du pastoralisme.



**La rencontre avec l'APESS** représenté par son Secrétaire Exécutif de l'APESS, le Dr Aliou IBRAHIMA et ses collaborateurs a permis de jeter les bases de collaboration pour la promotion du dialogue multi acteurs pour sécuriser le pastoralisme. Plus spécifiquement, les bases de collaboration pour l'organisation de la conférence de haut niveau pour une transhumance apaisée dans le bassin du Lac Tchad.

**Les contacts avec le Réseau Billital Marobé** ont porté sur deux points : (i) la dynamisation des systèmes d'information des éleveurs et pasteurs, notamment les modalités de l'opérationnalisation de son outil phare OPTIMAOC et (ii) la préparation et l'organisation des conférences de haut niveau pour une transhumance apaisée dans le couloir central à Accra et dans le couloir Ouest à Dakar.

**Des concertations avec le programme Frontière de l'Union Africaine piloté par la GIZ** ont porté sur les modalités de mise en synergie des ressources des deux projets pour la réalisation de l'étude « analyse évaluative du cadre réglementaire de la transhumance transfrontalière en Afrique de l'Ouest ».

**Les contacts avec le département Politique, Paix et Sécurité de la CEDEAO** ont permis de définir deux champs importants de collaboration : (i) la contribution à la mise en œuvre des recommandations de la conférence régionale d'Avril 2018, tenue à Abuja sur la transhumance transfrontalière, notamment celle portant sur la dotation de la région d'une stratégie de communication sur le pastoralisme, (ii) l'organisation d'une conférence régionale sur la capitalisation des outils endogènes de prévention et de résolution des conflits.

Enfin des contacts à un haut niveau ont été organisés avec les responsables du PRAPS (projet financé par la Banque Mondiale), d'une part et le PACBAO et le PRAOPE (projets financés par la Coopération), d'autre part pour la mobilisation de ressources additionnelles et décisives, nécessaires à l'organisation des conférences de haut niveau pour une conférence apaisée dans les trois couloirs retenus par la Communauté régionale (Bassin Lac Tchad, couloirs Centre et Ouest).



# COMPOSANTE 1

Mettre en œuvre des approches (outils et Renforcement de Capacité) de prévention, gestion des conflits dans des zones identifiées

## Mise en place d'une capacité opérationnelle du CILSS sur la prévention et gestion des conflits liés au pastoralisme

Il s'est agi de mettre en place une équipe de spécialistes en matière d'ingénierie sociale constituée de cadres du CILSS. Tous les membres devant constituer l'équipe ont été identifiés et désignés de façon concertée entre les différents projets du CILSS. L'équipe mise en place est constituée de sept (7) experts provenant de cinq (5) projets (PRAPS, PREDIP, SRIP/PREDIP, PEPISAO, P2RS) travaillant sur le pastoralisme. La décision n° 00019/SE/-SEA/PRA/GRN-CC/PEPISAO/2019 créant l'équipe CILSS de prévention et gestion des conflits a été prise par le Secrétaire Exécutif du CILSS.



## Capacités de l'équipe CILSS renforcées en médiation sociale et prévention des conflits

Les membres du Comité de prévention –gestion des conflits du CILSS se sont retrouvés en atelier technique de formation sur les outils et concepts sur la prévention et la gestion des conflits en milieu pastoral avec la participation du Secrétaire Exécutif Adjoint du CILSS, Mr Ibrahim Lumumba IDI-ISSA. Ils ont fait ample connaissance avec les outils sur la sensibilité à la prévention des conflits (l'analyse contextuelle, le diagramme de Venn, le Transect, la Matrice des R, la Liste de vérification et les fiches techniques spécifiques relatives aux aménagements pastoraux,...). Ils ont établi une feuille de route pour leur permettre d'actualiser ces différents outils mais aussi d'élaborer d'autres outils relatifs à la gestion des crises liées à l'accès aux ressources naturelles en Afrique de l'Ouest.



### Première rencontre d'échanges entre OPE des pays sahéliens et des pays côtiers

A l'initiative conjointe du CILSS et de la CEDEAO, a été organisée à Lomé, République togolaise, du 29 au 31 octobre 2019, une rencontre régionale entre les organisations de pasteurs, d'agropasteurs et de producteurs agricoles des pays côtiers et sahéliens. La rencontre avait pour objectif, le partage et la capitalisation d'expériences, des approches de prévention et gestion des conflits en lien avec la mobilité pastorale entre les pays de départ et ceux d'accueil. Sur la base des expériences partagées et consécutivement aux échanges les participants ont décidé d'approfondir les recherches et la capitalisation autour de cinq pratiques et outils de prévention et de gestion des conflits liés à la mobilité pastorale : (i) l'implication des forces de défense et de sécurité dans la prévention des conflits ; (ii) la négociation et la sécurisation des ressources pastorales pour prévenir les conflits ; (iii) le dialogue et la concertation comme moyen de prévention des conflits ; (iv) l'implication des femmes et des jeunes dans la prévention et la gestion des conflits ; (v) le rôle des systèmes d'information dans la prévention des conflits.

### Préparation de l'étude cartographique des OP dans les zones ciblées d'intervention du Projet

Au démarrage des activités, un document de zonage de l'espace d'intervention du PEPISAO a été rédigé et validé. Il s'appuie sur l'exploitation de la documentation existante, d'une part, et le recensement des zones d'intervention des projets passés ou en cours, d'autre part. Trois zones ont été à cet effet pré-identifiées, avec une option sur deux : (i) la zone frontalière Nord Bénin/Nord Togo et Sud-Est du Burkina Faso, qui a bénéficié de travaux préliminaires du PREPP et du PRODIATA, (ii) la zone Nord Côte d'Ivoire, Sud du Mali et Sud de la Guinée, qui est relativement « vierge ». Sur cette base, des TDR pour réaliser différentes études ont été élaborés et soumis à la validation de la CEDEAO et de l'AFD. Le processus de recrutement des consultants est lancé. L'étude sur le mapping des OP est couplée avec celle de la cartographie des sites ou zones potentiellement conflictogènes ainsi que la perception des différents acteurs sur le pastoralisme.

## COMPOSANTE 2

Capitaliser, échanger et diffuser des initiatives en matière de prévention, gestion des conflits

### Echanges avec une délégation de l'IGAD sur les bonnes pratiques en matière de la transhumance transfrontalière

Une délégation de plus de 30 personnes de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) a échangé du 2 au 8 septembre 2019 avec le CILSS pour mieux apprendre de son expérience en matière de gestion de la mobilité pastorale et de la transhumance dans sa zone d'intervention et particulièrement au Sahel.

Au regard des nombreux acquis issus de la coordination des programmes et projets sur le pastoralisme et la transhumance (P2RS, PRAPS, PEPISAO, PREDIP...), le CILSS est devenu une structure expérimentée et surtout une école qui attire dans le domaine de l'élevage mobile.

C'est pourquoi la forte délégation de l'IGAD composée de techniciens des Ministères de l'élevage des pays membres, ainsi que des Ambassadeurs et des agents des Ministères des Affaires Etrangères, conduite par le Secrétaire Exécutif de l'IGAD Mr Mahboub Maalim a bien voulu apprendre de l'expérience du CILSS et s'enrichir sur : (i) les approches de facilitation et de régulation de la transhumance et de la mobilité pastorale au Sahel et en Afrique de l'Ouest, (ii) les lois et la politique ainsi que le cadre légal sur la transhumance au Sahel, (iii) l'état de mise en œuvre du cadre règlementaire régissant la transhumance en Afrique de l'Ouest, (iv) les principales contraintes liées à la mobilité pastorale et la transhumance en Afrique de l'Ouest.

A travers des échanges avec des personnalités et des visites de parcs à bétail de Pouytenga et de Fada Ngourma, le Secrétaire Exécutif Adjoint du CILSS, M. Ibrahim MULUMBA IDI ISSA et ses plus proches collaborateurs ont permis à la délégation de l'IGAD de trouver des solutions aux nombreuses questions qu'ils se posaient. Le Projet PEPISAO financé par l'AFD et coordonné par la CEDEAO ayant facilité le déroulement de ces échanges, a été amplement présenté comme une initiative régionale qui tend à valoriser les approches et bonnes pratiques dans la gestion des conflits pastoraux tout en actualisant les règles et accords régionaux. Cette visite de la délégation de l'IGAD a été un moment fort enrichissant pour elle et lui a permis, non seulement de se familiariser avec les bonnes pratiques, mais également de prendre connaissance des contraintes liées à la gestion du pastoralisme et de la transhumance au Sahel et en Afrique de l'Ouest afin de renforcer le processus similaire en Afrique de l'Est.







### Visibilité renforcée et connaissances valorisées

Avec l'appui du PEPISAO et d'autres projets partenaires, le CILSS a mis en place deux bulletins sur le pastoralisme. Un bulletin mensuel « Pastoralisme News » qui rend compte des activités menées sur le pastoralisme dans la sous-région (ateliers, actions de plaidoyer...) par le CILSS ou par d'autres structures partenaires. Le deuxième bulletin « Nouvelle du Pastoralisme et de la Transhumance au Sahel et en Afrique de l'Ouest » est trimestriel. Il est l'espace de diffusion des innovations, des bonnes pratiques et des accords et règlements nationaux et régionaux pour faire connaître davantage le pastoralisme et aider à déconstruire les préjugés.

Les informations sur le fonctionnement du PEPISAO ainsi que les approches et bonnes pratiques de prévention et gestion des conflits sont diffusées à travers ces deux canaux de communication.

En outre, des pages Facebook et Twitter sur le pastoralisme « pastoralisme News » ont été créées et servent à diffuser les informations sur le PEPISAO ([facebook.com/PastoralismeNews](https://www.facebook.com/PastoralismeNews) // [twitter.com/P-Cilss](https://twitter.com/P-Cilss)). Ce sont plus de 3000 followers composés de pasteurs, de chercheurs, de spécialistes agricoles... qui sont informés en temps réel. On note aussi la création d'un mailing list « PEPISAO Community » qui comprend 950 destinataires à qui des informations sont envoyées régulièrement sur les actions du PEPISAO.

Avec l'appui de l'AFD, une directive sur la visibilité du PEPISAO a été formulée pour encadrer les actions de communication et de visibilité en lien avec les procédures de l'AFD et en cohérence avec le plan de communication de la Direction de l'Agriculture et du Développement Rural de la CEDEAO.



### Les capacités de 16 journalistes de la CEDEAO renforcée sur les enjeux du pastoralisme

Afin de constituer une masse critique de journalistes dans la sous-région sur le domaine du pastoralisme, une troisième session de formation s'est tenue du 7 au 11 octobre 2019 à Accra, à l'endroit de 16 journalistes. Pendant 5 jours, ils ont été familiarisés aux outils conçus pour un meilleur traitement des informations sur les situations politiques, économiques et pratiques de chaque maillon de la chaîne du pastoralisme et rendre compte, de la manière la plus objective possible. La formation a été cofinancée par le PEPISAO, le PRASP et le PREDIP. Les journalistes se sont dits disposés désormais à accompagner le CILSS et ses partenaires dans la sensibilisation de la population en général sur l'importance du pastoralisme et sa contribution au développement économique. Depuis 2018, le CILSS a contribué à former une soixantaine de journalistes qui ont désormais de solides connaissances sur le pastoralisme et la transhumance, prêts à accompagner ce mode d'élevage par des reportages mettant l'accent non seulement sur sa valeur économique, mais aussi permettront de sensibiliser les décideurs à investir dans l'élevage mobile pour réduire la pauvreté et améliorer l'employabilité des jeunes.

### Evaluation des systèmes d'information existants

Dans le but de capitaliser et évaluer les systèmes d'information existants, une étude a été lancée pour faire le diagnostic des systèmes d'information pastorale. Les TDR ont été produits et cette étude sera réalisée en étroite collaboration avec le Centre Régional Agrhyment (CRA) basé à Niamey en charge de la composante 1 du PREDIP.

## COMPOSANTE 3

Piloter le processus d'élaboration de la vision régionale partagée et de renégociation des cadres réglementaires

### Renforcement des initiatives de dialogue régional

Trois conférences de haut niveau pour une transhumance apaisée en Afrique de l'Ouest incluant le Tchad et la Mauritanie ont été organisées. Il s'agit de :

**La première conférence de haut niveau pour une transhumance transfrontalière apaisée, a eu lieu à Ndjamena, les 24 et 25 Septembre 2019.**

Elle a mobilisé une cinquantaine de participants, principalement, des représentants d'organisations des éleveurs, des pasteurs et des agriculteurs, les responsables en charge des questions du pastoralisme et de la transhumance de cinq (5) pays (Nigeria, Niger, Cameroun, Tchad et République Centrafricaine), des organisations non gouvernementales, des partenaires techniques et financiers. Les échanges ont été centrés sur les effets de l'insécurité et du changement climatique sur le pastoralisme dans ce couloir. Les déplacements des personnes, les vols de bétail, les kidnappings suivis de demandes de rançons, les attaques terroristes de la secte Boko Haram et des groupes armés en République Centrafricaine, sont apparus comme les défis majeurs du pastoralisme, auxquels s'ajoute celui du foncier. A l'issue de la conférence les participants ont formulé un certain nombre de recommandations, notamment la nécessité d'une plus forte implication des organisations de la région Afrique Centrale : la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale, (CEEAC), la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), la Commission du Bassin du Lac Tchad, (CBLT), la Commission Economique du Bétail, de la Viande et des Ressources Halieutiques (CBEVIRHA), dans les concertations et autres initiatives majeures sur le pastoralisme dans ce couloir.



**6<sup>ème</sup> conférence de haut niveau pour une transhumance transfrontalière apaisée dans le couloir central à Accra, Ghana, du 7 au 11 Novembre 2019.**

Rappelons que ce couloir implique huit (8) pays dont trois (3) sahéliens (Niger, Mali et Burkina Faso) et cinq (5) côtiers (Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria et Togo). Cette conférence a mobilisé quelques 150 acteurs régionaux, nationaux et des partenaires techniques et financiers. Cette 6<sup>ème</sup> édition a été précédée de l'organisation d'un atelier de dynamisation des comités nationaux de transhumance des pays sahéliens, et en parallèle avec celui de la formation des journalistes/communicateurs sur le pastoralisme et la transhumance transfrontalière. Outre le bilan de la campagne de la transhumance 2018/2019, la conférence a analysé les dynamiques en cours dans le couloir, notamment la montée de l'insécurité du fait du terrorisme dans les pays sahéliens, les réformes de politiques pour encadrer le pastoralisme en cours dans les pays côtiers, le niveau de mise en œuvre des initiatives régionales qui touchent le pastoralisme et l'examen des missions, objectifs et composition de la Task Force Elevages et pastoralisme en Afrique de l'Ouest. Rappelons que la concertation de Accra comportait trois segments : (i) une concertation des OPR ;(iii) une session des experts qui a duré deux jours et (iii) une session ministérielle d'une journée. Des délibérations de l'ensemble des sessions, il est ressorti de nombreuses recommandations, notamment la nécessité de renforcer les capacités d'action des comités nationaux de transhumance, en les rendant plus inclusifs des acteurs nationaux, d'une part et en les dotant de moyens adéquats de fonctionnement.



## Les Etats et la région ont ajusté leur politique de développement de l'élevage au regard des concertations conduites sur une vision régionale partagée

Dans la perspective de construction d'une vision régionale partagée sur les systèmes d'élevage, le PEPISAO sous la supervision de la DADR a lancé le processus de formulation d'une stratégie régionale pour une transformation maîtrisée des systèmes d'élevage. Au titre de l'année 2019, deux actions phares ont été lancées :

- La réalisation de l'étude évaluative de la portée et des limites du cadre réglementaire de la transhumance transfrontalière de la CEDEAO, notamment de la décision ADEC, 05/10 /98 et du règlement C/REG.3/01/03) qui accompagne la mise en œuvre de la décision. Les résultats de l'étude seront disponibles incessamment
- La préparation du lancement de la seconde étude sur les impacts socio-économiques et environnementaux des systèmes d'élevage mobiles (TDR, notes méthodologiques)

## Renforcement du leadership de la CEDEAO sur les initiatives régionales qui touchent au pastoralisme et la transhumance transfrontalière.

Le leadership de la CEDEAO sur les projets et programmes régionaux sur la transhumance et le pastoralisme a été renforcé au moyen du déploiement de trois stratégies :

Un meilleur suivi des activités conduites par les programmes majeurs, à travers : (i) la participation systématique de l'assistant technique Elevages et pastoralisme aux grandes réunions organisées (comités techniques, comité de pilotage, ateliers d'évaluation à mi-parcours), (ii) le partage des documents fondamentaux et des échanges des Termes de référence des études majeures ; (iii) une quête permanente de cohérence, de synergie et surtout de rationalisation de l'utilisation des ressources financières pour maximiser les résultats et améliorer les performances des différents projets.

Au cours de l'année 2019, les ressources du PEPISAO ont été utilisées comme un fonds levier pour mobiliser celles :

- Du PRAPS financé par la Banque Mondiale à hauteur de € 160 000, du PACBAO à hauteur de € 71 000 et du PRAOP à hauteur de € 38 000 pour l'organisation des trois conférences de haut niveau pour une transhumance apaisée en Afrique de l'Ouest
- Du Programme Frontière de l'Union Africaine gérée par la GIZ à hauteur de € 60 000 pour la réalisation de l'étude évaluative du cadre réglementaire de la transhumance transfrontalière en Afrique de l'Ouest.
- Du PREDIP et du PRAPS à hauteur de € 150 000 pour la formation de seize journalistes en communication sur le pastoralisme.

**Première concertation de haut niveau sur la transhumance transfrontalière dans le couloir Ouest à Dakar du 19 au 21 Novembre 2019.**

Elle a réuni une cinquantaine de participants venus de sept pays (Gambie, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Libéria, Sierra Leone et Sénégal) et enregistré une session des experts pendant deux jours et une session ministérielle d'une journée. Au-delà du bilan de la campagne de transhumance qui a constitué le principal menu de la conférence, la concertation s'est penchée sur quatre autres problèmes : (i) l'apparition des maladies animales transfrontalières en référence à la situation préoccupante de la Sierra Léone et du Libéria, (ii) le développement du phénomène de vol massif de bétail, (iii) la portée et les limites des accords bilatéraux comme moyens d'encadrement de la transhumance et (iv) la situation particulière qui prévaut dans les zones forestières de la Guinée, où les autorités voudraient interdire le séjour des Zébus, présentés comme de potentielles causes de la dilution de la race locale N'Dama. Les participants ont partagé les expériences sénégalaises de sécurisation de pastoralisme au moyen de la promotion des Unités Pastorales et des OP (systèmes d'information innovants et banques d'aliments bétail). A l'issue de la concertation, les acteurs /participants ont formulé de nombreuses recommandations, notamment l'opérationnalisation d'un observatoire régional de la transhumance transfrontalière, pour un meilleur suivi des dynamiques actuelles et une veille permanente sur ses retombées économiques, sociales, environnementales et une anticipation adéquate sur les conflits qui lui sont associés.



## CONCLUSION

**L'année 2019 a constitué celle du démarrage des activités du projet. Elle a été marquée essentiellement par :**

- l'identification et la préparation des études de base dont certaines viennent d'être lancées. Il est attendu d'elles des données et des informations crédibles qui permettront la réalisation des activités concourant à l'atteinte des objectifs stratégiques du projet ;
- La participation des membres de l'équipe à plusieurs rencontres et concertations qui ont permis, non seulement de faire connaître les objectifs du projet, mais aussi de développer des relations de travail, pour faciliter les synergies et la cohérence des interventions sur le pastoralisme ;
- Le renforcement progressif du leadership de la CEDEAO sur la majeure partie des projets et programmes qui adressent les questions de pastoralisme et de transhumance.

Les actions à conduire en 2020, tout en restant fidèles aux orientations initiales du projet tiendront compte du nouveau contexte de la région, marqué par : (i) la complexification des conflits, (ii) la multiplication d'actes restreignant la mobilité du cheptel, (iii) le renforcement des actions de dialogue et (iv) les implications néfastes de la pandémie du COVID 19 sur les activités économiques, sociales et la situation sanitaire de la région.





**ECOWAS COMMISSION  
COMMISSION DE LA CEDEAO  
COMISSÃO DA CEDEAO**

**Secrétariat Exécutif du CILSS**

03 BP 7049 Ouagadougou 03 BURKINA FASO

**Téléphone:** 00226 25499600

**Email:** [cilss@cilss.int](mailto:cilss@cilss.int)

**Twitter :** @PredipR // **Facebook :** Predip@

**Sites web :** [praps.cilss.int](http://praps.cilss.int) // [predip.cilss.int](http://predip.cilss.int)

**Commission de la CEDEAO**

Département Affaires Economiques et Agriculture

Direction Agriculture et Développement Rural

Annexe River Plaza - 496 Abogo Largema Street - Central Business District

PMB 401 Abuja FCT - République Fédérale du Nigeria

**Email :** [agri\\_rural@ecowas.int](mailto:agri_rural@ecowas.int)

**Twitter :** [@ecowas\\_agric](https://twitter.com/ecowas_agric) // **Facebook :** [ecowas.agriculture](https://www.facebook.com/ecowas.agriculture)